

« Histoire de la Communauté germanophone »

L'histoire de la région de langue allemande de Belgique témoigne de bien des péripéties et, aussi loin que les natifs de cette région peuvent s'en souvenir, a été l'objet d'influences très diverses en raison de sa situation frontalière.

Jusqu'en 1794, date de la chute de l'Ancien Régime, le nord de la région germanophone actuelle, appelée "das Eupener Land" (le pays d'Eupen), appartenait en grande partie au Duché de Limbourg, et le sud, appelé "belgische Eifel" (Eifel belge) était principalement rattaché au Grand-Duché du Luxembourg. Les villages de Manderfeld et Schönberg appartenaient à l'ancienne principauté épiscopale de Trèves.

Au cours des années 1794-1795, la France envahit les Pays Bas autrichiens et avec eux le territoire de la Communauté germanophone actuelle.

Lorsque la carte de l'Europe fut redessinée lors du Congrès de Vienne de 1815, à la suite de la chute de Napoléon, "l'Eupener Land", "l'Eifel" et une partie de l'ancienne principauté abbatiale de Stavelot-Malmédy furent rattachés à la Prusse (Rhénanie prussienne à partir de 1830) et formèrent alors les arrondissements d'Eupen et Malmédy.

Le domaine "Neutral-Moresnet" (la Calamine) fut placé sous double administration prusso-néerlandaise (devenue prusso-belge à partir de 1830) car il faisait l'objet de revendications par plusieurs Etats en raison de ses riches gisements de calamine.

Bien que durant la première guerre mondiale, les régions d'Eupen et Malmédy aient encore combattu aux côtés du Reich allemand, le traité de Versailles de 1919-1920 décida après la consultation – cependant contestée – de la population, que les arrondissements d'Eupen-Malmédy et de Neutral-Moresnet deviendraient belges.

Durant les années 1920-1925, ces anciens arrondissements furent subordonnés au régime transitoire du lieutenant-général Baltia et subdivisés pour devenir les cantons judiciaires d'Eupen, Malmédy et Saint Vith.

Mais le rattachement à la Belgique provoqua le mécontentement de la population et des milieux politiques. Un profond mouvement révisionniste remit en question les dispositifs conventionnels du traité de Versailles, perçu alors comme un "Diktat" par l'Allemagne qui accepta cependant de perdre les régions d'Eupen-Malmédy et d'Alsace-Lorraine, acquises par la force, en signant les accords de Locarno en octobre 1925.

A partir du 1er janvier 1926, les "Neubelgier" d'Eupen et Malmédy se virent appliquer la Constitution et les lois de la Belgique en tant que Belges à part entière. Toutefois, l'Etat belge accusait un grand besoin d'argent et entretenait secrètement des négociations avec l'Allemagne afin de lui céder son territoire contre 200 millions de marks or. Ces négociations échouèrent cependant suite à l'opposition farouche de la France.

1933, année durant laquelle le parti National Socialiste prit le pouvoir sous la houlette d'Adolf Hitler, peut être considérée comme un moment charnière dans l'histoire de la Communauté germanophone. Les Socialistes, groupés autour de Marc Somerhausen, cessèrent de revendiquer la révision des clauses du Traité de Versailles à partir de 1933, et le mouvement révisionniste dans les régions d'Eupen-Malmédy épousa peu à peu les idées de la propagande national-socialiste, élargissant dès lors le fossé entre les partisans du rattachement à la Belgique et ceux de l'arrimage à l'Allemagne.

Le 10 mai 1940 commença pour les régions d'Eupen et Malmédy – comme pour la Belgique et une grande partie de l'Europe de l'Ouest – l'époque la plus tragique du vingtième siècle. Quelques jours après l'invasion de la Belgique par Hitler et ses troupes, le territoire d'Eupen-Malmédy, ainsi que quelques bandes limitrophes de "l'ancienne" Belgique furent incorporés au Reich par un décret du Führer.

Le bilan de la guerre dans les régions d'Eupen et Malmédy fut dramatique : sur 8700 hommes enrôlés dans la Wehrmacht, 3200 soldats tombèrent au front, furent portés disparus ou moururent en captivité. En outre, la bataille des Ardennes à la fin de l'année 1944 entraîna la destruction complète de Saint Vith ainsi que de nombreuses localités de l'Eifel. Après la libération par les Alliés, la région fut restaurée sous administration belge.

L'armistice du 8 mai 1945 ne fut cependant pas synonyme de paix dans la région frontalière. En effet, l'Etat belge entreprit une phase d'épuration des collaborateurs, ou des personnes supposées telles ; épuration que la population jugea d'autant plus exagérée et injuste que la Belgique n'avait pas réellement réagi à l'annexion du territoire par l'Allemagne et n'avait fait preuve que de trop peu de compréhension après la guerre envers cette région frontalière dont la situation était pourtant délicate.

Les préoccupations politiques principales d'après-guerre concernèrent les questions du paiement des indemnités de guerre et avant tout le "dilemme" des soldats enrôlés de force. Ce problème ne fut définitivement réglé que quelques décennies plus tard, en 1989.

La signature des "Traités de septembre" entre la Belgique et l'Allemagne en 1956 mit fin aux questionnements concernant la frontière, jusqu'alors restés sans réponse entre les deux Etats. La République fédérale d'Allemagne reconnut la nullité, en droit international, de l'annexion d'Eupen-Malmedy par l'Allemagne en 1940. Les deux pays décidèrent d'une rectification des limites frontalières, d'un accord culturel, du paiement d'indemnités de guerre, et ce faisant, ouvrirent la voie à la réconciliation et à la coopération, également au grand bénéfice de la population germanophone.»

[inurl:dg?????????????.be histoire annexion], http://www.dglive.be/fr/desktopdefault.aspx/tabid-1397/2268_read-26576/ (Consulté le 7 août 2015)